

**Conférence -Colloque au Parlement européen à Strasbourg**  
**Le 17 avril 2019 – La CLEF était représentée**

**« Renforcer le pouvoir des femmes en politique »**  
**« women's power in politics »**

Cette conférence se tenait concomitamment avec la dernière session en plénière de la mandature du Parlement européen.

**Une étude**, parue en Février 2019<sup>1</sup>, sur « les femmes dans la décision politique en vue des prochaines élections européennes » avait été demandée par la commission FEMM du PE. Cette étude dit qu'il faut continuer à faire accéder les femmes aux positions de décision. C'est un élément crucial de la démocratie paritaire et un objectif clé pour l'UE. La représentation féminine au PE ne doit pas descendre en dessous de 40%<sup>2</sup>. Pour les prochaines élections la balle est dans le camp des citoyennes et des citoyens.

**I – Ouverture**

**M. Dimitrios Papadimoulis**, vice-président du Parlement européen, chargé de l'égalité des genres a ouvert la session, en rappelant que le plafond de verre est toujours présent, même au Parlement qui comprend 40% de femmes députées. Après un plan management mis en œuvre en 2015, on compte, dans l'administration aujourd'hui 55% de cheffes d'unité, 35% de directrices, mais seulement 20% de directrices générales. Le déficit de femmes dans les hauts postes est une constante dans les institutions. Les avancées sont à consolider avec des priorités d'objectifs énoncés pour 2019 (rapport adopté en 2017). La force et le pouvoir des femmes passera par la réalisation de ces objectifs.

**Mme Mariya GABRIEL**, Commissaire européenne à l'Économie et à la Société numériques (Commission européenne), ayant été empêchée, un texte a été lu par Mme Almeida-Cordero, membre de son cabinet.

- Mme Almeida a commencé par annoncer le lancement le 16 avril 2019 de la campagne de la Commission : « **digital respect for her** ». Les femmes devraient pouvoir se sentir en confiance, respectées sur les réseaux sociaux et libres de participer à la vie publique. La Commission met en évidence les violences en ligne. Ces harcèlements sont un problème majeur pour la démocratie et la liberté.

Deux Commissaires s'engagent : **Mariya Gabriel (digital economy and society) et Vera Jourova (justice, les consommateurs et l'égalité des genres)**. Elles veulent faire valoir les valeurs de l'UE et affichent une intolérance ferme contre les abus.

**Les constats sont alarmants** : Cette violence harceuse qui concerne les femmes s'exprime dans les forums, les applications mobiles, les sites de partage vidéo. En Europe Une femme sur dix reçoit des messages sexuels explicites non sollicités, une jeune femme sur deux hésite pour cela à s'engager dans un débat sur le Web, 28% de femmes réduisent leur présence en ligne. En 2017, les politiciennes et les journalistes n'ont pas été épargnées : elles ont reçu 1,1 millions de tweets douteux ou insultants.

**Des mesures ont été prises** : protection contre certains contenus audiovisuels (révision de la directive média), directive sur le E-commerce, directive sur le droit des victimes, codes de conduites. La Commission travaille aussi avec les plates-formes en ligne.

<sup>1</sup> Cette étude de 60 pages, a été réalisée par le département pour les droits des citoyens et les affaires constitutionnelles du PE, disponible en anglais à la demande

<sup>2</sup> Recommandation de l'Institut européen pour l'égalité des genres (EIGE)

- **Le peu de femmes travaillant dans le monde numérique** est également un problème qu'il faut traiter. Sur 1000 femmes diplômées, 6 seulement font carrière dans le domaine. Il découle de cela que les hommes font les contenus. Il faut changer les mentalités et combattre les préjugés inconscients. La Commission a mis en place un plan d'action depuis deux ans pour l'éducation au numérique et a demandé aux Etats membres (déclaration ministérielle) de mettre en place des dispositions contraignantes à l'horizon 2021. Il faut trouver des modèles pour que les filles s'engagent et des leaders pour que l'UE soit plus attrayante et à la pointe de l'innovation.

**Parmi les questions qui ont suivi :** Comment lutter contre les meutes de harceleurs (Trolls- personne physique ou algorithmes) ? - Manque d'information sur le harcèlement digital (Les médias et les hiérarchies sont réputés indifférents) – Manques de données correctes – La loi n'est pas claire ou insuffisante.

**Réponses :** il faut indiscutablement prendre des mesures législatives, changer les mentalités et que les femmes sortent de la honte et de la posture de victime. Trouver le moyen d'une réponse collective est la seule voie possible. Les 3 instances de l'UE soutiennent cette campagne.

**Internet n'a que 30 ans et évolue sans arrêt**

## II Le Panel de discussion

- Le **Panel de discussion** avait pour invitées trois députées de la Commission FEMM et une Directrice générale du PE - Le débat était animé par **Annette Gerlach** d'ARTE

**Mme Leena LINNUS (finlandaise), Directrice générale « Infrastructures et logistique »** du Parlement est à la tête de la direction depuis 15 ans. Elle déplore que les progrès pour la place des femmes dans l'administration soient lents mais, elle constate un mouvement plus rapide ces dix dernières années. Depuis 2003, elle s'efforce d'accentuer le mouvement en l'accompagnant de la résolution de problèmes pratiques qui manifestement sont importants pour les femmes : équilibre vie publique/vie privée, soutien aux dirigeantes, organisation de dîners entre femmes fonctionnaires, réseautage....

**Question :** Comment percer le plafond de verre ?

**Réponse :** Se sentir légitime, être confiante, avoir le soutien des chefs, être soutenu chez soi, s'épauler à plusieurs, être unies entre femmes.

**Mme Izaskun BILBAO**, députée, Vice-présidente du PE (Espagne, ALDE)

A propos du plafond de verre, Mme Bilbao reconnaît que « *nous n'avancions pas comme nous le souhaitons* ». Les obstacles sont nombreux pour accéder à un poste de direction. Les femmes sont trop souvent assignées à agir comme des hommes et à gommer leur féminité. Elles manquent de leaders médiatisés. Les nominations se font trop souvent par défaut : fiefs imprenables, chaos à résoudre. On constate des avancées, mais trop lentes. **Il faut investir les domaines jusque-là réservés : la banque, les finances, la technologie, la recherche.** L'autre voie est de donner plus d'importance et d'augmenter les crédits des secteurs que les femmes couvraient traditionnellement. Il ne faut pas négliger le poids des lobbies et des ONG. Mme Bilbao a plaidé pour des quotas afin de faire bouger les choses. Elle a cité l'exemple de formations politiques locales aux USA qui regroupent des femmes pour les former à la politique, en vue des prochaines élections.

### **Mme Iratxe Garcia-Perez (Espagne n S&D)**

Après avoir rappelé que le gouvernement espagnol comprend 64% de femmes, Mme Garcia a exprimé sa grande gratitude pour les femmes et surtout pour les féministes qui ont travaillé pour la cause des femmes précédemment, permettant toutes les avancées dont nous pouvons profiter aujourd'hui. Un risque de recul est impensable et pourtant rien n'est assuré. Le moment est crucial (salaires, vie précaire, conciliation vie publique/vie privée. **Les dangers politiques sont nombreux.** Elle a cité la droite, dite modérée, qui refuse d'endosser complètement la Convention d'Istanbul, particulièrement sur la notion de consentement en cas de viol. Beaucoup de choses sont encore à changer au niveau de l'UE, à commencer par le discours qui doit porter la justice sociale et la volonté de promouvoir une citoyenneté active. Elle a rappelé que les féministes n'ont jamais tué personne.

### **En conclusion**

### **Mme Livia Jaroka (TBC) Vice-présidente du PE (Hongrie – PPE)**

Les luttes sont interminables, le socle juridique n'est pas suffisamment clair et solide. **Les quotas**, après des hésitations de principe au cours de ces dernières années, arrivent au cœur des questions et devraient se généraliser. Par exemple, en Suède, l'arrêt des quotas a fait observer un recul des femmes en 5 ans. Les femmes doivent cesser d'être naïves, les hommes ne lâcheront pas le pouvoir d'eux-mêmes. Elles sont compétentes, elles doivent avoir le droit de se tromper, comme les hommes. Il faut qu'elles changent leur comportement, défendent leurs idées, qu'elles soient assertives (communication claire), persévérantes et s'imposent avec des silences nécessaires dans les débats.

### **En résumé de ce qui a été dit (Annette Gerlach)**

- 1° Gratitude envers les générations de femmes précédentes
- 2° Etre conscientes des dangers populistes et extrémistes
- 3° Ne pas s'aligner sur les ennemis mais chercher des alliés (dont les hommes)
- 4° Promouvoir certains domaines d'intervention laissés de côté
- 5° Conforter le dispositif législatif
- 6° Exiger le respect sur les réseaux sociaux et dans le monde dématérialisé (Web, IA)
- 7° Obtenir plus de femmes dans les instances de décision (quotas)
- 8° Les femmes doivent être décomplexées, courageuses, avoir confiance en elles, cultiver le réseautage, être conquérantes et cultiver leur 6<sup>ème</sup> sens.

Michèle Baron-Bradshaw